

ARRETE DU PRESIDENT

ARRETE N°2020.00001

**MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
DE LA COMMUNE DE SAINT-ETIENNE
ANCIENNE STATION-SERVICE AGIP –
76 RUE BERGSON A SAINT-ETIENNE**

Le Président de Saint-Etienne Métropole,

VU l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment l'article R153-18,

VU l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme qui indique que les servitudes mentionnées à l'article L.151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au président de l'établissement public ou au maire, et que ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme,

VU l'article L515-12 du Code de l'environnement qui précise que les servitudes prévues aux articles L515-8 à L515-11 peuvent être instituées sur des terrains pollués par l'exploitation antérieure d'une installation classée pour la protection de l'environnement,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Etienne approuvé le 08 janvier 2008, modifié et révisé partiellement plusieurs fois, dont la dernière modification n°10 a été approuvée le 03 avril 2019,

VU l'arrêté préfectoral n°491-DDPP-19 en date du 28 novembre 2019 portant institution de servitudes d'utilité publique sur la parcelle cadastrée section CO n°6, sise au n°76 de la rue Bergson à Saint-Etienne,

CONSIDERANT la demande de Monsieur le Préfet en date du 29 novembre 2019 d'annexer les servitudes d'utilités publiques instituées au plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Etienne,

ARRETE

ARTICLE 1

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Etienne est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2

La mise à jour a pour effet d'intégrer dans le dossier de PLU (Annexes - Liste des servitudes et plans des servitudes) une nouvelle servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol intitulée « Servitudes d'utilité publique sur le site de l'ancienne station-service AGIP – 76 rue Bergson à Saint-Etienne » conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°491-DDPP-19 en date du 28 novembre 2019 portant institution de servitudes d'utilité publique sur la parcelle cadastrée section CO n°6 de la commune de Saint-Etienne.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois au moins au siège de Saint-Etienne Métropole et à la mairie de Saint-Etienne.

RECU EN PREFECTURE

Le 13 janvier 2020

VIA DOTELEC - iXBus

99_AH-042-24420770-20191219-A2020000110

DATE D'APPRÉHENSION : 13 janvier 2020

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions prévues par l'article R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

ARTICLE 5

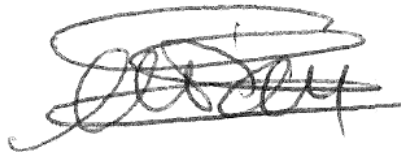
Madame le Directeur Général des Services de Saint-Etienne Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Etienne,
- notifié à Monsieur le Préfet de la Loire,
- publié au recueil des actes administratifs.

Reçu notification
Le

Fait à Saint-Etienne, le 13/01/2020

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaël PERDRIAU', with a large, loopy flourish above it.

Gaël PERDRIAU